Faits importants sur la Syrie

Population : 22,5 millions

Président : Bachar al-Assad (Parti Baas)

Groupes ethniques : arabes : arabes syriens, ~88 %; Druzes, 2 % [500 000]; réfugiés palestiniens, ~1,7 % [400 000]. Non arabes : Kurdes, 9 % [2 millions]; réfugiés irakiens, 1,3 million.

Groupes religieux : musulmans sunnites, 74 %; musulmans chiites, 12 % en tout (y compris les Alaouites [groupe auquel appartient le président Bachar al-Assad], les duodécimains et les ismailiens); chrétiens, 10 %, dont une grande proportion sont des réfugiés palestiniens.

Villes importantes : Alep (2,1 millions d'habitants en 2004, mais plus nombreux maintenant en raison de l'exode rural suivant la sécheresse de 2003); Damas, la capitale (1,5 millions); Homs (653 000); Latakia (384 000); Hama (313 000); Ar-Raqqah (221 000); Deir Ez-Zor (212 000).

Historique des gouvernements :

La Syrie a fait partie de l'Empire Ottoman jusqu'à ce qu'elle passe aux mains des Français après la Seconde Guerre mondiale. Elle a obtenu son indépendance en 1956. Après avoir brièvement formé la République arabe unie avec l'Égypte (de 1958 à 1961), elle est redevenue un pays indépendant à la suite d'un coup d'État militaire. Depuis 1963, elle est sous le règne du parti Baas. En 1970, Hafez al-Assad s'est installé au pouvoir par un coup d'État sans effusion de sang, et y est resté jusqu'à sa mort en 2000. Son fils, Bachar, lui a succédé et est toujours l'homme fort du pays en date d'avril 2012.

Bilan estimé des morts parmi les civils depuis le début des soulèvements : À la fin de mars 2012, l'ONU a estimé que 9000 civils étaient morts depuis le début des soulèvements en mars 2011[1].

Quelles étaient les récriminations ayant mené aux protestations de 2011-2012?

La concentration du pouvoir aux mains de la famille Assad, du parti Baas et des musulmans alaouites alliés du régime, et leurs abus de pouvoir. Jusqu'à récemment, la constitution syrienne garantissait la domination du parti Baas, un parti laïc alliant socialisme non marxiste et nationalisme arabe, sur la société et l'État syriens. Les

autres partis devaient consentir à la continuation du règne du parti Baas pour être autorisés à exercer leurs activités légalement. En 1970, Hafez al-Assad, membre de la minorité alaouite et père de l'actuel président, avait pris le pouvoir du parti Baas et, avec lui, celui du pays, et l'avait conservé jusqu'à sa mort en 2000. Il a installé les Alaouites dans des postes clés au sein de l'armée et des services de renseignement. De plus, certaines des entreprises privées établies après l'instauration de mesures de libéralisation économique sous Bachar al-Assad sont également dominées par des Alaouites, dont bon nombre sont des proches parents du président. Les services de sécurité de Bachar al-Assad, dans la foulée de ceux de son père, ont souvent commis des violations des droits de la personne. Sur l' « Indice de perceptions de la corruption de 2010 » publié par Transparency International, la Syrie a obtenu la note pitoyable de 2,5 sur 10.

Les déboires économiques et la pauvreté et l'insécurité alimentaire engendrées par la sécheresse. Cinq sécheresses consécutives ont fait basculer 800 000 Syriens dans une extrême pauvreté[2] – avant le printemps arabe, 32 % des Syriens vivaient avec 2,00 $ par jour ou moins – forçant des centaines de milliers de familles à migrer vers d'autres régions ou vers les grandes villes. Les

sécheresses ont aussi rigoureusement restreint l'accès des Syriens è des denrées alimentaires de base. L'ONU a documenté des conséquences graves sur la santé infantile dans plusieurs provinces. Étant donné la flambée des prix des aliments qui sévit à travers le monde, les importations syriennes n'ont pas apaisé l'insécurité alimentaire. Le taux de chômage officiel avant le printemps arabe était de 8 pour cent, mais on le croit beaucoup plus élevés, entre autres en raison de l'explosion démographique de la population jeune, et à cause des pertes de moyens de subsistance liées à la sécheresse[3]. De nombreux Syriens n'ont pas pu s'adapter à l'envolée du prix du blé, une hausse estimée à 100 pour cent[4].

Les essais récents de Bachar al-Assad avec le modèle chinois de développement – caractérisé par la domination d'un seul parti combinée à une politique économique davantage axée sur l' « économie de marché » et à la recherche d'une place au sein de l' « économie mondiale » – n'ont pas fait long feu. En effet, les investissements étrangers n'ont pas afflué comme souhaité, et le taux de chômage a augmenté. Pour complexifier encore les choses, le déclin de la production nationale de pétrole, associée à une hausse de la demande intérieure pour les produits pétroliers, a entraîné un solde négatif de la balance pétrolière en 2007. Les mesures prises pour réduire le mécontentement (p. ex. la hausse des salaires du personnel du secteur public en 2010) ont eu pour effet de gonfler le déficit. De plus, la présence d'un million de réfugiés irakiens constitue une source supplémentaire de tensions économiques. Par conséquent, la capacité du président de continuer de cette façon est limitée, sans mentionner celle de réduire l'insécurité alimentaire et la pauvreté.

Qui sont les protestataires syriens, et quels sont leurs objectifs et leurs tactiques?

Les protestataires : Au commencement de 2011, juste avant le déclenchement des protestations, les médias internationaux ont rapporté que la jeunesse syrienne urbaine et rompue à l'Internet était frustrée par les taux élevés de chômage, les perspectives de carrière limitées et les restrictions de la liberté d'expression, mais qu'elle était peu encline à émuler la révolte de ses pairs égyptiens. De nombreux hommes d'âge moyen et même âgés se sont joints aux protestations, qui souvent ont vu descendre des communautés entières dans la rue. Les femmes aussi participent, mais en proportion moindre. La révolte est plus forte dans les régions rurales et les quartiers ouvriers de Homs, d'Alep et de Damas, mais que le mouvement protestataire compte aussi de nombreux activistes éduqués et provenant de milieux aisés[5].

Leurs revendications : Initialement, au début de 2011, les protestataires ont demandé différentes réformes : liberté d'expressions, mesures anti-corruption et levée des lois relatives à l'état d'urgence, en vigueur depuis 47 ans. Devant l'escalade de la violence de la répression gouvernementale, la principale revendication est devenue la fin du règne d'Assad, et elle l'est toujours. Les forces de l'opposition n'ont toutefois pas fait connaître les mesures économiques, sociales et politiques qu'elles souhaitent voir entrer en vigueur si elles parviennent à renverser Assad[6].

Leurs tactiques : Comme l'ont indiqué les autorités de l'ONU responsables des droits de la personne et Human Rights Watch (HRW), le mouvement de protestation a été extrêmement pacifique, mais depuis avril 2011, certains dissidents de l'armée et membres des forces de l'opposition accru le recours aux armes contre le régime. Ces militants de l'opposition ont commis des violations des droits de l'homme contre des membres des forces de sécurité, des présumés informateurs et des civils soupçonnés d'appuyer le régime, y compris des passages à tabac, des enlèvements, de la torture et des exécutions. Certaines des attaques contre les chiites et les Alaouites semblent motivées par le sectarisme. HRW note qu'il est impossible de dire à qui sont imputables certaines de ces violations, précisant que leurs auteurs n'appartiennent pas nécessairement à une organisation affiliée au Conseil national syrien, organisation exilée qui chapeaute l'opposition[7].

---

[1] « Syrian regime 'targeting' children ». CBC. 28 mars 2012.

[2] Fielding-Smith, Abigail and Lina Saigol. « Uprising exposes Syria's economic weaknesses ». *Financial Times*, 26 avril 2011.

[3] United Nations in Syria. « UN extends emergency aid to drought-hit Syria [2011-02-10] ».

[4] Conversation du 28 avril 2011 avec Joshua Landis, directeur du Center for Middle East Studies de l'Université of d'Oklahoma.

[5] « Q & A: Nir Rosen on Syria's protest movement ». *Al Jazeera.* 16 février 2012.

[6] Compte-tenu de la répression et des troubles actuels, il a été impossible de tenir des débats publics pour décider de façon consensuelle d'un programme politique et économique, ou même pour définir le processus par lequel les possibilités seraient explorées et les décisions, prises.

[7] « Syria: Armed Opposition Groups Committing Abuses ». Human Rights Watch, 20 mars 2012.